



Syndicat **CGT**

Multi professionnels des sites de la base de défense d'Angers, Le Mans, Saumur
106 rue Eblé 49000 ANGERS

Déclaration liminaire de la CGT pour la réunion du comité social d'administration de la base de défense AMS du 20 Mai 2026

Monsieur le président, mesdames, messieurs,

À l'occasion de ce CSA, nous souhaitons alerter sur une réalité de plus en plus difficilement supportable pour les agents.

D'un côté, nous constatons que certaines structures comme Harmonie Mutuelle affichent des résultats excédentaires significatifs, avec plusieurs millions d'euros de bénéfices. De l'autre, sur le terrain, les agents voient leur pouvoir d'achat s'éroder mois après mois. Ce décalage interroge profondément sur la finalité des dispositifs censés reposer sur la solidarité.

La **CGT** revendique une transparence totale sur l'utilisation de ces excédents et exige qu'ils soient prioritairement redistribués au bénéfice des agents et de leur famille, via une amélioration des garanties, une baisse des cotisations et un renforcement de la solidarité.

Aujourd'hui, travailler ne suffit plus à vivre dignement. L'explosion des prix de l'énergie, qu'il s'agisse du carburant ou du gaz, pèse lourdement sur des dépenses déjà contraintes. Se déplacer pour venir travailler, se chauffer, faire face aux besoins essentiels devient un véritable défi pour de nombreux agents.

La **CGT** préconise la mise en place immédiate de mesures de compensation : indemnités transport revalorisées, aides exceptionnelles énergie et prise en charge accrue des frais contraints liés à l'activité professionnelle.

Dans le même temps, les salaires stagnent. Le point d'indice, symbole de reconnaissance dans la fonction publique, semble relégué au second plan. Cette absence de revalorisation, dans un contexte d'inflation durable, se traduit concrètement par une perte de pouvoir d'achat accumulée depuis plusieurs années.

La **CGT** revendique une augmentation immédiate et significative du point d'indice, ainsi qu'un mécanisme d'indexation des salaires sur l'inflation afin de garantir le maintien du pouvoir d'achat.

Fonctionnaires, ouvriers de l'État, techniciens et personnels à statut ouvrier (TSO), Agents sous contrat, vacataires sont particulièrement touchés. Ces métiers, pourtant indispensables au bon fonctionnement du service public, peinent aujourd'hui à attirer et fidéliser, faute de reconnaissance financière à la hauteur des exigences et des contraintes qu'ils impliquent.

La **CGT** exige une revalorisation des grilles salariales, une reconnaissance des qualifications et des sujétions spécifiques, ainsi que des parcours professionnels attractifs permettant de fidéliser les agents.

Ce contexte alimente un climat de lassitude, voire de colère. Le sentiment de ne pas être entendus, de voir les efforts quotidiens peu reconnus, fragilise l'engagement et le sens du service public.

La **CGT** demande l'ouverture de véritables négociations sociales, avec des engagements concrets et un calendrier précis, afin de répondre à l'urgence sociale et restaurer la confiance des agents.

Face à cette situation, nous réaffirmons des attentes claires : une revalorisation réelle des rémunérations, la mise en place de mesures concrètes pour compenser l'augmentation des coûts liés à l'énergie et aux transports, ainsi qu'une redistribution plus juste des excédents lorsqu'ils existent, notamment au bénéfice des agents.

La **CGT** porte également des revendications globales : augmentation générale des salaires, défense du service public, amélioration des conditions de travail et renforcement des droits collectifs.

Les agents ne demandent pas des privilèges. Ils demandent simplement de pouvoir vivre dignement (et non survivre comme actuellement) de leur travail et de voir enfin leurs efforts reconnus à leur juste valeur.

Il y a aujourd'hui une **urgence sociale** à laquelle il est **indispensable** de répondre.

Nous vous remercions de votre attention

Les élus **CGT du CSA BDD AMS**